



TRIANGLE DE GONESSE POUR UNE VÉRITABLE CONCERTATION !

RASSEMBLEMENT DEVANT LE SIEGE DE LA REGION IDF LE 27 MARS à 10h

Depuis plus d'un an, le Collectif Pour le Triangle de Gonesse (CPTG), avec le soutien de syndicats de l'Éducation et d'élus locaux, adresse des demandes de rendez-vous à Matignon, aux ministres successifs de l'Éducation nationale, au recteur de l'académie de Versailles, aux ministres des Transports et de l'Agriculture, à la présidente du Conseil régional ainsi qu'au préfet de Région, pour que le projet de Cité scolaire soit instruit de la même manière que la prison prévue par le « Plan Val d'Oise » annoncée le 7 mai 2021 par le Premier ministre d'alors, Jean Castex.

Le projet d'établissement pénitentiaire a pu faire l'objet d'une concertation publique dès janvier 2023, à l'initiative du ministère de la Justice. Deux garants de la Commission nationale du débat public (CNDP) ont été nommés pour en assurer l'impartialité. Un dossier de concertation a été présenté et débattu, et six sites d'implantations potentielles ont été examinés. Celui de Goussainville, situé au bout des pistes nord de l'aéroport Charles-de-Gaulle de Roissy a été rejeté en raison des nuisances aériennes.

Pour la Cité scolaire, qui prévoit d'accueillir 2315 élèves, seul le site du Triangle de Gonesse qui engagerait l'avenir de 110 hectares de terres agricoles est à l'étude. Or, en raison de leur fertilité exceptionnelle reconnue, les terres du Triangle sont, en ces temps de réchauffement climatique et d'effondrement de la biodiversité, inestimables. D'autre part, la cité scolaire serait dotée de 21 logements de fonction et d'un internat de 200 places alors que le Plan d'exposition au bruit (PEB) interdit qu'il soit construit des logements permanents à cet endroit, au bout des pistes des aéroports de Roissy au nord et du Bourget au sud, et à proximité du lieu où le concorde s'écrasa en juillet 2000

Pour ces raisons, l'emplacement de la cité scolaire ne peut que susciter l'indignation. Pourquoi aucun site déjà artificialisé proche des villes de l'est du Val d'Oise, au sein des villes de Villiers-le-Bel ou de Sarcelles, et proche des gares du RER D, n'a-t-il été examiné à ce jour ?

A l'heure où le gouvernement annonce des plans d'austérité et des réductions dans les dépenses publiques, où les enseignants de l'est du Val d'Oise se mobilisent pour améliorer leurs conditions de travail déplorables, la construction d'une cité scolaire « d'excellence » d'un coût évalué à 180 millions, au milieu des champs, sans concertation, n'est pas acceptable. Pour autant l'est du Val d'Oise a besoin de nouvelles constructions scolaires (lycée et collèges) et la région Ile de France d'un deuxième lycée agricole publique qui pourrait former de futurs agriculteurs et agricultrices aux nouvelles pratiques agricoles bio et durables. Par ailleurs, nous ignorons tout du périmètre de recrutement des élèves et rien ne garantit que cet établissement dont le gigantisme interroge réponde aux besoins des jeunes du secteur.

Les organisations syndicales du Val d'Oise de l'Éducation nationale FSU 95, FNEC-FP-FO 95, CGT'Éduc 95, SUD Education 95 et le Sgen-CFDT, soutiennent la demande du Collectif pour le Triangle de Gonesse de l'organisation urgente d'une véritable concertation sous l'égide de la CNDP avant toute décision. **Elles appellent à se rassembler avec le CPTG (porteur d'une pétition signée par plus de 1300 habitants de l'est du Val d'Oise) devant le Conseil Régional IDF, 8 boulevard Victor Hugo à Saint-Ouen, le mercredi 27 mars de 10h à 14h.**